

Le système alimentaire mondial à un carrefour

Francis Delpeuch

Institut de recherche
pour le développement (IRD),
Unité R106 « Nutrition »,
BP 64501,
34394 Montpellier cedex 5
<delpeuch@mpl.ird.fr>

Les perspectives de la croissance démographique mondiale, qui annoncent 9 milliards d'habitants sur la planète à l'horizon 2050, ont remis sur le devant de la scène le débat, récurrent depuis Malthus jusqu'à nos jours, du rapport entre le nombre de bouches à nourrir et les disponibilités alimentaires. La capacité du modèle actuel de développement agricole à répondre à l'augmentation de la demande alimentaire est à nouveau questionnée. Mais cette question des quantités à produire n'est plus la seule ; deux aspects, d'ailleurs liés, qui avaient été singulièrement négligés dans le passé, à savoir la protection de l'environnement et la santé humaine, changent les termes du débat, et vont probablement bouleverser aussi bien les modes de production tout au long de la chaîne alimentaire que les modes de consommation. Si les préoccupations environnementales sont aujourd'hui au cœur des grands travaux de prospective sur l'agriculture (par exemple l'évaluation des écosystèmes pour le millénaire lancée par les Nations unies, et coordonnée par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale de 2001 à 2005), il n'en est pas tout à fait de même de la prise en compte des systèmes alimentaires comme déterminants fondamentaux de la nature et de la qualité des régimes alimentaires, et donc de la santé humaine et du bien-être.

L'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) nous rappelle chaque année que plus de 850 millions de personnes continuent à souffrir de sous-alimentation chronique en énergie (la faim) ; mais au-delà, c'est plus de la moitié de la population mondiale qui est atteinte par une forme ou une autre de malnutrition, maladies de carences et/ou d'excès. Des centaines de millions de personnes sont atteintes à des degrés divers par des carences nutritionnelles spécifiques, les femmes et les jeu-

nes enfants étant particulièrement touchés. La recherche scientifique a révélé le tribut énorme de ces malnutritions sur le développement humain et sur celui des sociétés : mortalité et morbidité accrues, développement physique et mental altéré, capacités d'apprentissage et de travail diminuées sont les effets immédiats ou à moyen terme. Dans le même temps, l'émergence des maladies chroniques liées à l'alimentation – obésité, diabète de type 2, maladies cardio- et cérébrovasculaires, certains cancers – devient un sujet de préoccupation majeure pour beaucoup de sociétés en développement. Une véritable épidémie de ces maladies, qui conduisent à une morbidité accrue et coûteuse, et à une surmortalité précoce à l'âge adulte, s'amorce dans l'ensemble de la planète. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) déclarait ainsi en 2006 que le monde compte désormais plus de personnes en surpoids ou obèses que de personnes sous-alimentées ne mangeant pas à leur faim. Mais on constate surtout que les populations de la plupart des pays du Sud cumulent désormais les deux types de pathologies à des niveaux significatifs pour la santé publique, double fardeau coûteux en termes de vies et de revenus.

Ce constat s'inscrit dans un contexte où le développement considérable des techniques et du commerce au cours de la seconde moitié du XX^e siècle avait permis de produire suffisamment d'aliments pour nourrir convenablement, du moins en théorie, les 6 milliards d'habitants de la planète, comme le notait la FAO en 2000 dans son rapport mondial sur l'alimentation et l'agriculture. Le paradoxe est donc que, malgré ce succès, des hommes meurent encore de faim et souffrent de malnutritions. Pourtant, cette question a figuré en bonne place sur l'agenda politique international des dernières décennies. Point d'orgue en 2000, le Sommet du

millénaire des Nations unies a fait de l'éradication de la faim et de la pauvreté son premier objectif de développement, reprenant le principal but du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 qui était de réduire de moitié le nombre de sous-alimentés d'ici 2015. Un changement cependant : retenant les leçons du prix Nobel 1998 d'économie, Amartya Sen, l'accent a été mis moins sur le manque de nourriture que sur la pauvreté et le manque de travail, et donc, pour résumer, sur les questions d'accessibilité à l'alimentation. Augmenter les aliments disponibles, aussi nécessaire que soit cette condition, ne suffira pas. Il faut en effet que les consommateurs disposent de moyens pour les acquérir, que cette nourriture soit bien là quand on a besoin d'elle, et que l'on possède l'argent nécessaire pour l'acheter. Mais au-delà, le système alimentaire mondial est aujourd'hui à un carrefour, confronté, dans un contexte de mondialisation et d'urbanisation, à des changements majeurs, à un rythme et à une échelle sans précédents : remise en cause des cultures vivrières destinées à la production locale et donc des agricultures paysannes (même si de nouveaux modèles proposent de redonner la priorité à l'agriculture vivrière et à l'utilisation des ressources des écosystèmes), industrialisation de l'alimentation avec des chaînes alimentaires de plus en plus longues et complexes, concentration des entreprises de l'agroalimentaire, libéralisation du commerce et globalisation des marchés, émergence des supermarchés dans le monde en développement, modifications des modes de vie et des goûts, etc. Et en final, des modes de production et de consommation dominants qui posent avec acuité la question du respect d'objectifs environnementaux tels que la durabilité et la biodiversité dans les systèmes alimentaires. La multi-

PLICITÉ des problèmes alimentaires et nutritionnels, la diversité des situations et la complexité des causes montrent bien que ces questions ne peuvent pas être résolues en se contentant de produire plus d'aliments, même s'il reste indispensable, à long terme, d'accroître la production dans les pays pauvres. Aujourd'hui, la question n'est plus seulement celle de la sécurité alimentaire, mais celle de la mise en œuvre de politiques alimentaires et... nutritionnelles.

Face à cette complexité accrue de la question alimentaire, la modestie scientifique est plus que jamais nécessaire. Mais on peut évoquer un premier écueil. Il faut faire en sorte que ces politiques soient en phase avec les grands changements en cours qui modifient la façon dont les aliments sont produits, transformés, commercialisés et consommés. Les systèmes alimentaires font de plus en plus appel aux procédés industriels, les populations se concentrent dans les villes, au Nord comme au Sud, la grande distribution oriente de plus en plus les productions agricoles. Il faut en tenir compte. Ces changements semblent jusqu'ici insuffisamment pris en compte par les exercices de prospective et par les institutions et les politiques de développement. Par exemple, la transition alimentaire et la montée associée des maladies chroniques liées à l'alimentation n'ont pas été considérées dans les objectifs de développement du millénaire alors que ces maladies deviennent partout la cause principale de mortalité et de morbidité ! La prise de conscience des nouveaux enjeux progresse mais reste faible chez de nombreux acteurs politiques et économiques car ces enjeux sont dilués dans des réformes économiques plus globales. Autre impératif : appuyer ces politiques sur des éléments scientifiques, ce qui n'a été que très rarement le cas jusqu'à présent. Dans

de nombreux pays, les politiques alimentaires n'avaient pas d'objectifs nutritionnels et/ou de santé explicites. Une question peu abordée jusque-là est celle de l'intégration des différentes politiques publiques sectorielles, largement fragmentées lorsqu'elles existent. Un exemple de conséquence de ce manque d'intégration : des politiques agricoles mises en question dans l'épidémie mondiale d'obésité, du fait de leurs surproductions d'huile, de graisse et de sucre, comme lors du dernier congrès international sur l'obésité à Sydney en septembre 2006. La recherche d'une cohérence entre politiques publiques devient essentielle, mais elle est confrontée à des intérêts contradictoires. Intégrer des objectifs de santé et d'environnement dans les modes de production et de consommation oblige à repenser les fondements théoriques et pratiques des politiques et programmes alimentaires, mais cette intégration aura inévitablement à affronter des résistances multiples. Des ébauches de nouveaux modèles existent d'ores et déjà sur lesquels on peut construire, comme celui de la région européenne de l'Organisation mondiale de la santé qui repose sur trois piliers : sécurité sanitaire des aliments, approvisionnement alimentaire durable, nutrition. Un modèle admis par les décideurs, qui élaborent dès à présent des plans nationaux. Cependant, il reste à convaincre les autres acteurs : économistes, agriculteurs, industriels de l'agroalimentaire, distributeurs, consommateurs, etc. Ces initiatives peuvent-elles influencer, voire inverser, les dynamiques en cours ? De multiples changements doivent encore intervenir si l'on ne veut pas que ces nouvelles politiques, pourtant nécessaires, restent de l'ordre du discours ou de l'hypothèse. Mais peut-on se permettre aujourd'hui de rester inactif ? ■